

52777

Distr.
LIMITEE

ECA/IND/CAMI/SP/WP/3
3 octobre 1987

Original : ANGLAIS
FRANCAIS *

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Réunion du Comité intergouvernemental
plénier d'experts pour l'industriali-
sation de l'Afrique

12-15 octobre 1987, Addis-Abeba

Réunion extraordinaire des ministres
africains de l'Industrie, préparatoire
à la deuxième Conférence générale
de l'ONUDI

16-17 octobre 1987, Addis-Abeba

ORGANISATION DES NATIONS
UNIES POUR LE DEVELOPPE-
MENT INDUSTRIEL (ONUDI)

LE FINANCEMENT INDUSTRIEL EN AFRIQUE ET
LA DETTE INDUSTRIELLE EXTERIEURE DE L'AFRIQUE

* Traduction non officielle.

I. INTRODUCTION

1. Plusieurs économies africaines étaient dans un état de contraction relative depuis le début des années 1980 et cette décélération est plus évidente dans le secteur industriel. La performance du secteur industriel en Afrique a été très faible et l'une des principales raisons invoquées est l'insuffisance des ressources financières. Il n'est pas rare d'entendre que "... si on avait assez ou suffisamment de ressources financières nos industries auraient opéré à pleine capacité". Cette affirmation est confirmée dans le Plan d'Action de Lagos (PAL) ainsi que dans le programme pour la Décennie du développement industriel de l'Afrique (DDIA) où la question de mobiliser les ressources financières pour le développement industriel est un aspect particulier des programmes.

2. Que le manque ou l'insuffisance de ressources financières soit un sérieux obstacle au développement industriel, cela est connu de tous. Ainsi, le point de départ est de déterminer comment les pays africains devraient mobiliser le financement nécessaire pour l'industrie, à partir de quelles sources et quel type de ressources financières serait conforme et adéquat à quelles activités industrielles. Les questions relatives aux problèmes de financement de l'industrialisation et les raisons principales qui les sous-tendent sont liés aux mécanismes utilisés et pratiques suivies ainsi qu'au rôle joué par les gouvernements, les entreprises publiques et privées, les institutions financières et de développement, les banques commerciales et les institutions financières non bancaires dans la mobilisation des ressources financières pour le développement industriel.

3. A cet égard, il est impératif d'examiner les activités de financement industriel dans quelques pays en vue d'identifier les sources traditionnelles de financement du développement industriel, les conséquences de certaines formes de financement sur l'industrialisation dans la perpétuation de la dépendance des économies africaines vis-à-vis des intrants importés et dans quelle mesure de telles importations ont contribué à l'importance de la dette extérieure et au processus actuel de désindustrialisation. La nécessité d'avoir des ressources financières pour soutenir l'industrialisation en Afrique est plus importante aujourd'hui qu'au début des années 80 parce que non seulement les pays ont besoin de ressources pour de nouvelles entreprises industrielles mais également pour réhabiliter quelques unes des industries existantes.

LES EXPERIENCES DANS LE FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

4. Les problèmes de la mobilisation des ressources financières pour le développement industriel trouvent leurs origines dans la structure et les objectifs des industries créées dans les années 60 et 70. Au moment de l'accession à l'indépendance, les établissements industriels existants, quel qu'ils soient, étaient détenus et gérés par le secteur privé (des individus ou compagnies presque tous étrangers). En raison de leur appartenance au secteur privé, le financement des industries était sous forme de prises de participation, d'emprunts sur les marchés domestiques ou extérieurs et d'autofinancement si l'entreprise réalise des bénéfices. Toutefois, après l'indépendance politique, la situation dans laquelle le contrôle au plus haut niveau de l'économie était assuré par des compagnies étrangères devenait insupportable et les gouvernements Africains ont, l'un après l'autre, pris des participations dans les industries clé.

5. En acquérant plus d'actions dans l'industrie manufacturière, les pays africains ont changé la structure des sources du financement du développement industriel. Le secteur public a acquis une grande part dans beaucoup de pays africains, surtout au cours des deux dernières décennies comme le montre la proportion élevée des dépenses d'investissement du secteur public dans l'industrie manufacturière. En somme, les dépenses d'investissement dans l'industrie manufacturière ont été, depuis les années 60, caractérisées par une augmentation sans précédent de la participation du secteur public principalement par la création d'entreprises publiques ou d'organismes para-étatiques. Il est procédé ci-après à un examen des modes d'investissement dans quelques pays d'Afrique centrale, d'Afrique de l'Est et Australe, d'Afrique du Nord et d'Afrique de l'Ouest pour illustrer le rôle du secteur public dans les industries manufacturières.

a) Afrique centrale

6. La dépense d'investissement et un moyen, parmi d'autres, de déterminer l'importance de l'engagement du secteur public dans l'industrie manufacturière. En Afrique centrale, les données relatives à l'industrie au Burundi, au capital et la situation nette des entreprises manufacturières au Cameroun, aux dépenses d'investissement en République centrafricaine, à la valeur et la répartition de l'investissement dans les compagnies manufacturières du secteur public et privé au Congo et au programme d'investissement public au Rwanda sont présentées dans les tableaux 1 à 5 de l'annexe

statistique et permettent d'illustrer des modèles de dépenses d'investissement et l'engagement du secteur public dans l'industrie manufacturière en Afrique centrale. Au Burundi, par exemple, le secteur public a investi 363 millions de francs burundais en 1978 comparé à 183 millions d'investissement privé dans la même année. En 1980 les dépenses d'investissement public ont atteint 1,186 million de francs burundais représentant un accroissement de 227 p. 100 alors que l'accroissement des dépenses d'investissement privé n'était que de 45 p. 100 soit 226 millions de francs burundais en 1980.

7. Dans le cas du Cameroun, les données sur le capital et la situation nette des entreprises manufacturières montrent que le secteur privé occupe une position dominante (voir tableau 2). Les principales caractéristiques des entreprises manufacturières au Cameroun sont telles qu'il y a 80 p. 100 de participation privée dont 57 p. 100 étranger et qu'un pourcentage significatif (96 p. 100) provenant des bénéfices non distribués (9,6 p. 100) ont contribué à augmenter la situation nette des entreprises manufacturières de plus de 5 millions de FCFA de chiffres d'affaires ou 23 000,00 \$E.U. au taux d'échange de 1978/79. La situation camerounaise est différente des autres. Par exemple, la participation du gouvernement de la République centrafricaine à la gestion de quelques compagnies privées s'est soldée par des pertes ou des résultats médiocres. En dépit des déclarations sur l'importance de l'industrie manufacturière, les dépenses d'investissement public en République centrafricaine n'ont pas beaucoup augmenté depuis 1976 passant de 3 330 millions de FCFA à 5 583 millions en 1982 avant de retomber à 4 286 millions en 1984 (voir tableau 3).

8. Sur la base des données du tableau 4 sur la valeur et la répartition de l'investissement dans les compagnies manufacturières du secteur public et privé au Congo, la participation du secteur privé représentait en moyenne 29 p. 100 durant la période 1982-1985. Le secteur public était dominant dans l'industrie de matériaux de construction et du papier pendant que le secteur privé contrôlait les industries agro-alimentaires (93 p. 100), les textiles (82 p. 100), les industries chimiques (52 p. 100) et celles des métaux (100 p. 100). Une autre caractéristique importante dans le cas du Congo est la prédominance de la participation étrangère dans la formation du capital. Le tableau 5 de l'Annexe statistique montre les dépenses relatives au programme d'investissement public du Rwanda pour la période 1984-1988. L'importance du rôle du secteur privé au Rwanda n'est pas significative. Il est important de noter ici le niveau élevé des besoins en devises étrangères dans les programmes d'investissement public.

b) L'Afrique de l'Est et australe

9. Dans la sous-région de l'Afrique de l'Est et australe, les dépenses d'investissement dans l'industrie manufacturière sont, en grande partie, dominées par les investissements du secteur public. L'importance de l'engagement du secteur public varie de pays en pays. Le secteur privé joue encore un rôle important au Kenya en particulier, et dans quelques autres pays. Par contre, le secteur public est dominant en Ethiopie, Tanzanie et Zambie. Dans le cas de l'Ethiopie, le nombre des industries manufacturières nouvellement créées et les dépenses d'investissement correspondantes sont données dans le tableau 6 à partir duquel l'on peut observer que les dépenses d'investissement ont presque triplé à 75,6 millions de Birr en 1981/82. Les dépenses annuelles d'investissement dans les industries alimentaires ont représenté en moyenne 8,7 millions de Birr au cours de la période 1974/75-1980/81. En 1981/82, la dépense d'investissement du secteur public dans cette branche a connu une hausse vertigineuse de 25,1 millions de Birr. Les seuls autres sous-secteurs qui ont connu une hausse comparable sont ceux des boissons dont les dépenses annuelles d'investissement qui étaient en moyenne de 5,3 millions de Birr mais ont augmenté pour atteindre 22,1 millions de Birr en 1978/79, et ceux des textiles dont les dépenses d'investissement sont élevées à 17,7 millions de Birr en 1980/81 et 26,8 millions de Birr entre 1974/75 et 1980.

10. La dépense d'investissement dans l'industrie manufacturière kenyenne est présentée dans le tableau 7 qui donne la formation brute du capital fixe pour les secteurs public et privé. En termes de formation brute du capital, le secteur privé domine l'industrie manufacturière. Un trait frappant des dépenses d'investissement dans l'économie kenyenne est le fait que l'investissement dans l'industrie manufacturière en termes de pourcentage de la formation de capital dans le produit intérieur brut (PIB) est resté en-dessous de 3 pourcent depuis 1978, et que les entreprises du secteur public ne représentent que 1 pourcent. En terme réel, l'investissement dans l'industrie manufacturière Kenyenne était à la baisse depuis la fin des années 70. Par exemple, il représentait en 1984, 63 p. 100 de son niveau de 1980. Cela a été dû au fait que des institutions de développement ont réduit leurs engagements dans de nouveaux établissements manufacturiers du fait de l'accent mis sur la réhabilitation et l'expansion des usines existantes.

11. Sur quelques 360 entreprises manufacturières (non compris l'artisanat), le gouvernement de Madagascar en détient 40 et a des actions dans 30. Le fait que les entreprises dans lesquelles le gouvernement détient au moins 50 p. 100 des actions comptent pour les deux-tiers de la production manufacturière totale, montre le rôle dominant du secteur public.

12. L'investissement total dans l'industrie manufacturière tanzanienne a été important tout au long des années 70, en dépit du ralentissement dans la production (voir tableau 8). Les dépenses d'établissement des organisations para-étatiques ont continué d'augmenter entre 1970 et 1982. Les investissements du secteur privé dans l'industrie manufacturière étaient plus élevés que ceux du secteur public durant la période 1970-1980. Les investissements dans l'industrie manufacturière en pourcentage du total des investissements étaient assez importants et certainement plus élevés que dans la plupart des pays africains. En 1970, l'industrie manufacturière a reçu 14,3 p. 100 du total des investissements qui se sont accrus pour atteindre un niveau élevé de 41,6 p. 100 en 1977 avant de baisser à 38 p. 100 en 1978 et 1979 et à 34 p. 100 en 1980.

13. Le secteur manufacturier de la Zambie est large et diversifié. Après l'indépendance en 1964, le secteur public a joué un rôle très important dans le développement du secteur industriel à partir d'un niveau insignifiant. Entre 1964 et 1975, le secteur a connu une forte croissance d'environ 15 p. 100 résultant des taux de croissance impressionnants dans les textiles, l'alimentation, le tabac et l'industrie chimique. Bien entendu, cette croissance a été accompagnée de taux élevés de dépenses d'investissement du secteur public. Le tableau 9 montre l'évolution de la dépense d'investissement dans l'industrie manufacturière, qui a augmenté de 9,5 millions de Kwacha en 1965 à 75 millions en 1980 avant de tomber à 54 millions en 1981. En pourcentage du total des dépenses d'investissement, l'industrie manufacturière en Zambie représente en moyenne 10 p. 100 du total des investissements.

c) Afrique du Nord

14. Dans la sous-région d'Afrique du Nord, le niveau de développement atteint dans l'industrie manufacturière est relativement plus élevé que dans d'autres sous-régions. En guise d'exemples de dépenses d'investissements dans la sous-région, seul le Maroc sera ici pris en compte étant donné que la situation n'est pas très différente en Algérie, Egypte, Tunisie et en Libye. Utilisant le plan d'investissement de la période 1981-1985 du Maroc comme repère, le rôle du secteur public dans la promotion des opérations manufacturières particulièrement en termes de formation brute de capital fixe, était significatif, représentant 21 milliards de dirhams (US\$ 5,25 milliards) pendant la période. En termes réels, cela représente un doublement du taux annuel des investissements industriels atteint durant le précédent plan de 1978-80. Les investissements industriels compte non tenu de ceux effectués dans

l'exploitation des phosphates, ont atteint environ 10 milliards de dirhams, ce qui représente un accroissement réel d'environ 60 p. 100 par rapport à la période du plan précédent. Les détails du programme des investissements industriels pour la période 1981-1985 sont donnés au tableau 10 qui montre que le secteur public représente deux tiers du total si les phosphates sont inclus et environ un tiers si la transformation des phosphates est exclue.

15. Le tableau 10 indique également que les dépenses du secteur public sont concentrées dans un petit nombre de sous-secteurs de l'industrie manufacturière, notamment la chimie (à cause des investissements élevés dans les phosphates) et que les petites et moyennes industries jouent un rôle crucial dans le secteur privé. Autre caractéristique importante est le rôle du financement direct du gouvernement à partir du budget; ce financement est relativement faible particulièrement dans les industries manufacturières telles que les industries alimentaires, les industries textiles, les industries du cuir et les industries des matériels de construction.

d) Afrique de l'Ouest

16. Les modèles d'investissement en Afrique de l'Ouest peuvent être cernés à travers une analyse des exemples du Ghana, du Mali, du Nigeria et du Sénégal. Dans le cas du Ghana, le tableau 11 qui donne l'évolution des dépenses en industries manufacturières et de construction durant la période 1974/75 - 1984, montre un léger accroissement annuel des dépenses de 1974/75 à 1975/76. En 1976/77, les dépenses ont atteint 23,5 millions de cedis mais sont tombées à 11,5 million l'année suivante et ont fluctué entre 20,7 et 55,4 million durant la période 1978/79 et 1983, avant d'atteindre le plafond de 176,2 million de cedis en 1984. Le tableau 12 donne les dépenses du Mali en travaux d'extension et nouveaux projets dans les entreprises publiques durant la période 1974-78. La valeur des investissements en industrie de transformation des matières locales pour le marché domestique était de 50 p. 100 du total des investissements. Il s'agit là d'une caractéristique importante du développement industriel dans ce pays.

17. Les investissements dans le secteur manufacturier par le Gouvernement fédéral et les gouvernements des Etats du Nigeria ont représenté 8,7 p. 100 du total des investissements de la période 1975/76- 1979/80 et 11,1 p. 100 durant le plan quinquennal 1981-1985 qui a suivi. Le Tableau 13 montre un accroissement des dépenses d'investissement dans le secteur manufacturier, allant de 2 570 million de Nairas durant le plan 1975/76-1979/80 à 7 812 million de Nairas au cours de la période du plan suivant. Le Nigeria et le Sénégal sont caractérisés par la participation du secteur privé

dans l'industrie manufacturière; cependant, seuls les chiffres d'investissement du secteur public sont disponibles. Depuis son indépendance, le Sénégal a organisé ses programmes d'investissement public à travers des plans quadriennaux. Le sixième plan (1981/82-1984/85) tend à transférer l'allocation des dépenses d'investissements des services publics vers le secteur productif, et d'accroître la part du secteur privé dans le financement des investissements et l'exécution des projets. Dans le plan précédent, un montant total cumulé de 130,4 milliards de FCFA a été alloué à l'industrie et à l'artisanat; ce montant représente 29 p. 100 du total des investissements. La répartition des dépenses futures d'investissement dans l'industrie et l'artisanat pour la période 1987-1990 et au-delà est indiquée au Tableau 14.

III. SOURCES DE FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

a) Emprunts étrangers pour le financement industriel

18. Dans la section précédente, on a montré que le secteur public jouait un rôle important dans l'industrie manufacturière dans la plupart des pays africains en termes de propriété et de dépenses d'investissement. C'est dans ce cadre que l'on s'efforcera, dans cette section III, de montrer comment les dépenses d'investissement et les opérations manufacturières ont été financées durant les deux dernières décennies. Alors que les formes de financement des opérations manufacturières sont nombreuses et variées, le capital initial d'investissement peut être financé par des souscriptions d'actions de capital et/ou par des emprunts. Les souscriptions au capital social d'une entreprise peuvent être ouvertes à la fois aux nationaux et aux étrangers et si c'est le cas, l'entreprise mobilisera dès le départ des ressources financières étrangères et locales.

19. Une analyse comparée des entreprises du secteur public révèle que la plupart d'entre elles ont été financées par des budgets gouvernementaux et que très peu d'entre elles génèrent suffisamment de revenus pour financer leurs opérations. De plus, elles présentent des performances financières si mauvaises qu'elles ne peuvent emprunter directement des fonds sur le marché, excepté à des coûts élevés. Par exemple, en Afrique centrale, une analyse des sources de financement industriel au Burundi et en République centrafricaine a montré que les entreprises du secteur public dépendaient plus du financement étranger que l'ensemble des entreprises mixtes et privées. Dans le cas du Burundi, les entreprises du secteur public ont été financées à concurrence de 62 p. 100 par étranger, alors que les entreprises mixtes l'ont été à 35 p. 100 et les privées seulement 17 p. 100 durant la période 1978-82 (voir tableau 15).

Du total des investissements de 8 729 million de francs Burundais, 52 p. 100 ou 4 550 million sont allés au financement des entreprises publiques dont 62 p. 100 ou 2 821 million devaient être en devises étrangères. Au total, 45 p. 100 du financement industriel du Burundi avait été fourni en devises étrangères.

20. Il a été rapporté (voir Banque mondiale, Rapport No. 5332-CA, 1985) que l'investissement public en République centrafricaine est traditionnellement financé par des sources extérieures. Entre 1971 et 1975, 64 p. 100 des investissements étaient financés par de telles sources. Pendant la période 1976-1980, le financement extérieur représentait 61 p. 100 du total. Cette dépendance à l'égard du financement extérieur a atteint 71 p. 100 en 1981 et 79 p. 100 en 1982 avant de plafonner à 84 p. 100 en 1983 et 1984. Même dans les cas où les entreprises du secteur privé jouent un rôle important dans l'industrie manufacturière comme au Cameroun et au Congo, le financement étranger représente une large proportion du financement total.

21. Dans la sous-région de l'Afrique de l'Est et Australe, la source principale du financement du développement industriel a été le gouvernement à travers les institutions spécialisées. Par exemple, selon une étude faite par la Banque Mondiale sur les entreprises dans lesquelles le Gouvernement du Kenya est majoritaire, on a vu que parmi les 48 entreprises de développement industriel et commercial, 4 étaient en règlement judiciaire ou en liquidation, 13 étaient confrontées à de sérieux problèmes, 18 avaient des performances moyennes et seulement 14 fonctionnaient normalement. Etant donné que la plupart de ces entreprises étaient gérées de façon inefficace et n'étaient pas profitables, la Trésorerie devait apporter le soutien financier pour permettre à plusieurs d'entre elles de couvrir leurs pertes opérationnelles et d'assurer le service de la dette. Bien que le système bancaire constitue une source importante pour le financement industriel au Kenya (voir tableau 16), la mauvaise performance des entreprises décourage son intervention et le recours au Gouvernement constitue la seule possibilité.

22. En Tanzanie et en Zambie, le rôle du Gouvernement dans le financement industriel est d'une importance capitale. En Tanzanie, la formation brute de capital dans l'industrie manufacturière pendant 1967-1972 était comprise entre 100 et 200 million de shillings tanzaniens (14-28 million de dollars américains). Les principales sources de financement des industries nouvelles et d'expansion des anciennes sont les prêts étrangers, la marge brute d'autofinancement des entreprises existantes et le gouvernement. En Zambie, la Société de Développement Industriel (INDECO) fournit la plupart du financement à ses compagnies. Toutefois, ces fonds proviennent du Gouvernement et une grande partie est sous forme de devises étrangères.

23. En Afrique du Nord où la participation privée est généralement plus active dans des pays tels que l'Egypte, le Maroc et la Tunisie, les sources de financement des investissements manufacturiers et des opérations sont plus diversifiées qu'en Afrique Sud Saharienne. Par exemple au Maroc, environ 45 p. 100 du total des investissements manufacturiers en 1971 étaient financés par des fonds provenant de firmes privées. Toutefois, la majorité des prêts à moyen et long terme sont effectués par la Banque Nationale de Développement Economique (BNDE). Par exemple, sur un montant estimé de 8 milliards de dirhams prévu comme total des investissements publics et privés en industrie durant la période 1983-1985, les prêts de la BNDE pour les coûts locaux étaient de 500 million de DH par an alors que le financement en devises étrangères s'élevait à 130 million de dollars américains par an. Le financement en devises étrangères n'est plus que de 30-40 million de dollars américains par an pour l'utilisation des crédits fournisseurs. Il avait été demandé à la Banque Nationale de Développement Economique de mobiliser 40 millions de dollars américains par an durant la période 1983-1984 à partir de ses propres réserves de devises étrangères en complément des 40-50 millions annuels du financement externe (i.e. emprunts) en 1985. La différence de 50 million de dollars EU par an devait être couverte par les réserves de devises étrangères du système bancaire central. Les besoins de devises étrangères avoisinent en moyenne 60 p. 100 du total des investissements au Maroc et cette situation est vraisemblablement celle qui prévaut dans la plupart des pays africains.

24. Dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest, l'analyse des données du Nigéria, du Mali, du Ghana, du Sénégal et de la Côte d'Ivoire, montre aussi que, de loin, la source principale du financement de l'industrie manufacturière est le Gouvernement à cause de la forte participation du secteur public. Dans le cas de la Côte d'Ivoire, du fait de la politique d'investissement favorable au secteur public la participation du Gouvernement dans les entreprises publiques représente la moitié de tous les investissements publics. Ces entreprises sont financées par le gouvernement central à travers les prêts, les prises d'actions, la participation directe au capital et le transfert de capital, la marge brute d'autofinancement interne qui comprend les bénéfices non distribués, l'amortissement, les emprunts sur les marchés financiers et les emprunts étrangers garantis par le gouvernement. Le fait de recourir à l'épargne publique pour financer les entreprises publiques, les pertes qu'elles subissent et les investissements, est devenu très coûteux en Côte d'Ivoire. Comme partout ailleurs en Afrique de l'Ouest, les emprunts du Gouvernement au profit de ces entreprises sont rendus difficiles du fait de la faible capacité du gouvernement à assurer le service de la dette extérieure.

25. Bien que les données sur les emprunts étrangers pour financer le développement industriel dans les pays africains ne sont pas facilement disponibles, l'analyse ci-dessus montre que la plupart des entreprises manufacturières sont dépendantes du financement du gouvernement et qu'une bonne partie de ce financement devait être en devises étrangères. Du fait que les entreprises publiques ne fonctionnent pas efficacement, elles ne peuvent ni générer des revenus, ni emprunter sur les marchés. Cette situation est aggravée par le fait que la plupart des entreprises manufacturières en Afrique sont très dépendantes des importations (i.e. machines et équipements, pièces détachées, matières premières et expertise étrangère) et qu'elles rapportent peu de devises étrangères. Etant donné donc la nécessité de faire appel à des importations pour initier et soutenir le développement industriel, et, en l'absence de devises obtenues à partir des exportations et la diminution des aides extérieures (i.e. ODA et IDA), qui ne sont, en général, pas destinés à l'industrie manufacturière, les gouvernements africains sont obligés d'emprunter à toutes les sources étrangères en vue de financer le développement industriel. En dépit du fait que le montant réel emprunté par les pays africains pour financer le développement industriel n'est pas facilement disponible, il est certain que l'Afrique emprunte pour financer son développement industriel et qu'elle a des obligations financières attribuables au secteur industriel.

b) Raisons des emprunts étrangers

26. Le processus d'industrialisation en Afrique est caractérisé par des méthodes de production à forte intensité de capital et par la dépendance à l'égard des importations et de l'implantation de la technologie. Un tel processus nécessite en conséquence des montants élevés de devises dont les sources se réduisent de façon dramatique dans les pays africains en raison de la récession économique internationale et de la crise économique de la fin des années 1970. Les revenus en devises étrangères de presque tous les pays africains ont diminué et ont complètement disparu dans certains cas extrêmes. Cette situation est aggravée par le faible niveau du développement de l'industrie manufacturière dont la production défective entraîne d'énormes importations de produits industriels particulièrement les biens de consommation de base sans lesquels aucun pays ne peut survivre. Ainsi les faibles montants de devises disponibles sont utilisés pour financer les importations de produits industriels essentiellement pour la consommation. Avec l'épuisement des devises pour l'importation de produits industriels, les pays africains n'ont d'autre choix que d'emprunter sur le marché étranger - contractant ainsi des dettes externes pour promouvoir le développement industriel.

27. Pour financer leur développement industriel et en fait toute activité qu'ils entreprennent, les pays africains ont eu recours à l'emprunt extérieur lequel a entraîné une dette extérieure importante. Ainsi l'emprunt extérieur a eu pour conséquences l'accumulation d'une importante dette extérieure et un lourd fardeau du service de cette dette qui absorbent des proportions toujours croissantes des recettes en devises. La plus grande partie de la dette extérieure de l'Afrique est due aux pays de l'OCDE et aux marchés financiers lesquels ont représenté 68 p. 100 (soit 90 441 millions de dollars des E.U.) de la dette extérieure totale à long terme de l'Afrique en 1985 (voir tableau 18). Près de 23 935 millions de dollars des E.U. (soit 14 p. 100) étaient dus aux pays non membres de l'OCDE. La dette à court terme était estimée à 35 570 millions de dollars des E.U. en 1985. Ce montant représentait des crédits bancaires à court terme et des crédits à l'exportation pour 24 192 millions de dollars des E.U. des crédits du FMI pour 7 109 millions de dollars des E.U. et d'autres obligations identifiées pour 4 265 millions de dollars des E.U.

28. Une analyse du tableau 18 permet de se faire une idée des conséquences de l'emprunt extérieur contracté précédemment par l'Afrique. Ce tableau montre clairement que le montant total des paiements effectués au titre du service de la dette par 49 pays africains a été constamment supérieur à 20 milliards de dollars E.U. depuis 1982. Les principales caractéristiques de la structure des paiements effectués au titre du service de la dette sont en premier lieu la prédominance de l'amortissement pour un montant de 17 130 millions de dollars des E.U. de la dette due à l'OCDE aussi bien publique que garantie par les pouvoirs publics ainsi que la prédominance de l'amortissement de la dette due aux marchés financiers et contractée surtout sous forme de crédits et en deuxième lieu le paiement des intérêts à court comme à long terme pour un montant de 7 248 millions de dollars des E.U. Les paiements effectués au titre du service de la dette en 1985 pour un montant de 24 243 millions de dollars des E.U. représentaient une sortie de devises étrangères à une époque où le processus d'industrialisation montrait déjà des signes d'essoufflement à cause de la pénurie de devises étrangères.

IV. MOBILISATION DES RESSOURCES FINANCIERES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

29. Ce qui précède montre clairement que toute accélération du développement industriel dans les pays africains particulièrement dans le cadre du Programme Prioritaire de l'Afrique pour le Redressement Economique et le Programme d'Action des Nations Unies pour le Redressement Economique et le Développement de l'Afrique exige non seulement plus de ressources financières mais aussi de

nouveaux types de financement au niveau tant national qu'international. Les ressources financières nécessaires pour promouvoir l'industrialisation en Afrique sont énormes. Les pays africains ont besoin de ressources financières non seulement pour les dépenses d'investissement mais aussi comme fonds de fonctionnement pour faire face aux dépenses de renouvellement des équipements, des matières premières, des pièces détachées et de main-d'œuvre. Il est nécessaire de créer de nouvelles capacités de production et de réhabiliter et améliorer certaines industries existantes.

30. A cause de la pénurie des ressources, les besoins de réhabilitation et de rationalisation des entreprises manufacturières existantes sont aujourd'hui plus urgents que jamais. Cela exige la fermeture et la restructuration de quelques-unes des industries périllicantes de sorte que les rares ressources soient canalisées seulement vers les industries productives. En restructurant ces industries, tous les efforts possibles devraient être déployés pour qu'elles puissent transformer sur place les matières premières en produits semi-manufacturés et manufacturés. Ainsi les industries auront besoin d'une grande partie des ressources financières nationales puisqu'elles utilisent les matières locales. En conséquence, les politiques financières nationales devraient être réorientées vers la mobilisation des ressources financières au profit des industries qui transforment sur place les matières premières disponibles pour répondre aux besoins de consommation des marchés nationaux. Dans le même ordre d'idées, il est nécessaire d'améliorer les conditions de fonctionnement pour les intermédiaires financiers afin de compléter les efforts du gouvernement pour intensifier la mobilisation de l'épargne nationale.

31. En outre, on devrait envisager sérieusement d'encourager les investissements privés (en particulier par les nationaux) dans l'industrie manufacturière. On devrait placer un accent particulier et accorder un rang de priorité élevé aux industries existantes et à créer qui produiraient à partir des matières premières locales, des biens industriels qui sont consommés en grandes quantités. La même priorité devrait être accordée aux industries produisant des biens de remplacement des importations.

32. En supplément des efforts que l'Afrique déploie pour accroître le taux de l'épargne nationale et améliorer l'utilisation et l'affectation de cette épargne à l'industrie manufacturière, l'assistance de la communauté et des organisations internationales, en particulier de l'ONUDI, en vue d'encourager un flux de ressources financières vers l'industrie manufacturière faciliterait la mise en œuvre de quelques-unes des activités prescrites dans le PPARE, le PNUPREDA et DDIA. A cet égard il est très important de prendre

en compte le type, la pertinence et l'importance de l'assistance financière. En tout premier lieu, en accordant des ressources financières pour le développement industriel en Afrique, il est nécessaire de s'assurer que ces ressources financières renforcent les efforts d'intraversion de l'industrialisation qui créeraient des liens à double sens entre le secteur industriel et les autres secteurs. Le choix des industries qui devraient être assistées doit être opéré sur la base des critères qui comprendraient, entre autres, les points suivants:

- i) Les industries qui produisent des facteurs de production de base pour d'autres industries, par exemple les industries mécaniques, les industries chimiques, etc. lesquelles produisent des facteurs de production pour le secteur agricole. Etant donné que de telles industries ne sont pas très rentables au cours des premières années et que la raison principale pour laquelle elles sont créées est, non pas de faire des profits, mais plutôt de promouvoir l'industrialisation, on devrait envisager de leur accorder des prêts à long-terme et à des taux d'intérêt modérés. En ce qui concerne la pertinence de ce type d'assistance, la communauté internationale devrait s'assurer que, lorsqu'il y a des restrictions pour les divers crédits quant à leur source et à leur obtention, les fournisseurs ne se débarrassent pas de toutes sortes d'équipements sur les pays bénéficiaires;
- ii) les industries qui utilisent les matières premières disponibles sur place, particulièrement celles qui transforment les produits agricoles et non agricoles. Dans cette catégorie d'industries, l'accent devrait être placé sur celles qui produisent des biens qui bénéficieraient d'un grand marché national. Comme dans le cas précédent, les prêts et crédits à long terme sont les plus indiqués;
- iii) les industries qui produisent des biens industriels actuellement importés de l'extérieur afin de promouvoir les échanges de biens industriels au sein de la sous-région et entre les sous-régions comme un moyen d'obtenir des devises étrangères puisque les prix des produits de base semblent accuser une tendance permanente à la baisse. Les conditions de l'assistance financière à fournir à ces industries pourraient être semblables à celles des marchés monétaires internationaux mais avec des exceptions çà et là selon les circonstances;

- iv) les petites industries et les industries artisanales jouent un rôle unique dans le secteur industriel, et pour cette raison elles méritent un traitement spécial en matière d'assistance financière. La solution idéale serait d'obtenir des dons pour financer ces industries.

33. Après avoir indiqué les domaines dans lesquels l'assistance financière est nécessaire au plus haut point, il faut ajouter que la communauté internationale pourrait aussi aider au renforcement des institutions financières et de développement africaines en les aidant à mobiliser les ressources financières auprès de sources tant nationales qu'étrangères grâce à des garanties de prêt, au co-financement, etc...

34. En ce qui concerne la question de la dette extérieure de l'Afrique imputable à l'industrie, la communauté internationale devrait tenir compte du fait que non seulement la plupart des entreprises manufacturières dans les pays africains ne sont pas rentables, mais encore elles ne gagnent pas de devises étrangères car les exportations industrielles africaines n'ont pas accès aux marchés internationaux. Donc, lorsqu'un pays éprouve des difficultés pour assurer le service de la dette, la contribution du secteur industriel à ces difficultés devrait être prise en considération lors des discussions concernant les mesures d'allègement de la dette, ceci afin de s'assurer que les prêts à venir pour le secteur industriel soient octroyés à de meilleures conditions.

35. Dans le cadre des CIP nationaux et régionaux du PNUD, il faudrait intensifier les efforts pour obtenir des ressources plus importantes pour l'identification et la préparation de projets spécifiquement liés aux programmes et activités de la DDIA. A cet égard, une approche semblable à celle adoptée pour la Décennie des Nations Unies pour les Transports et Communications en Afrique devrait être envisagée afin que l'ONUDI et la CEA intensifient les négociations avec le PNUD pour obtenir une affectation annuelle d'une partie des fonds prévus par le PNUD pour les "programmes spéciaux" aux programmes et projets spécifiques de la DDIA relatifs en particulier à la promotion de la coopération sous-régionale et aux politiques et stratégies industrielles.

36. Les mécanismes de coopération d'entreprise à entreprise devraient être envisagés et intensifiés et l'expérience accumulée par l'ONUDI en matière de grands projets financés par des Fonds d'affectation spéciale en Libye et au Nigeria devraient être renforcée pour permettre la promotion d'arrangements semblables sur fonds d'affectation spéciale dans d'autres pays africains. Un programme

dynamique devrait être préparé pour la mobilisation de ressources auprès des ONG et des sociétés privées au profit de l'Afrique. La proposition de l'ONUDI relative à la création d'un "Fonds Spécial pour l'Afrique" devrait être poursuivie fermement.

37. Les institutions financières et de développement internationales, les institutions multilatérales et bilatérales de financement et d'investissement devraient réajuster leurs politiques d'octroi de prêts en adoucissant les conditions de prêts consentis au profit du secteur industriel en particulier en allongeant les échéances et les délais de grâce pour les faire correspondre aux périodes de gestation de projets industriels. Les pays donateurs devraient accroître leurs contributions au Fonds Africain de Développement Industriel et aux autres institutions de développement industriel en Afrique.

Tableau 1

Burundi: Investissement dans l'industrie
(en Millions de FBU et en pourcentage)

	1 9 7 8		1 9 7 9		1 9 8 0		1 9 8 1	
	FBU		FBU		FBU		FBU	
	millions	%	millions	%	millions	%	millions	%
Public	363	5	717	7	1186	10	544	5
Privé	183	2	281	3	266	3	401	3
Total	546	7	998	10	1457	13	945	8

Source: Extrait du Tableau No. 2 de l'annexe statistique, Banque Mondiale, l'industrie manufacturière au Burundi: Performance, Politiques et Perspectives, Mai 1984.

Tableau 2

Cameroun: Capital et situation nette des entreprises manufacturières
(en millions de Francs CFA - 3 Juin 1979)

	<u>National</u>		<u>Etranger</u>	
Privé	13 416	(22.8%)	33 641	(57.3%)
Public	9 879	(16.8%)	1 766	(3.0)
Sous-total	23 295		35 407	
Total			58 702	(100%)
Epargne retenue			5 626	(9.6%)
Valeur nette			64 328	(109.6%)
Valeur moyenne par entreprise			323.3	

Source: Extrait du tableau 16 de l'annex Banque Mondiale No. 6028-CA, Cameroun: Rapport sur le Secteur Financier, Juin 1986.

Tableau 3: RCA - Dépenses d'investissement 1971-1985

(en millions de Francs
CFA courants)

1971-1975	11 389
1976	3 330
1977	5 058
1978	4 073
1979	2 309
1980	3 334
1981	4 789
1982	5 583
1983	5 138
1984	4 286

Source: Tableau statistique No. 40, Rapport de la Banque Mondiale No. 5332-CA, Memorandum économique de la République Centrafricaine, Août 1985.

Tableau 4: Congo - Valeur et répartition de l'investissement dans les entreprises manufacturières dans les secteurs public et privé 1982-1985

(en milliards de FCFA)

<u>Secteurs</u>	<u>1982</u>	<u>1983</u>	<u>1984</u>	<u>1985</u>
Publique	16.8 (77.4%)	16.7 (64.8%)	12.8 (60.1%)	8.9 (76.7%)
Privé	<u>4.9 (22.6%)</u>	<u>9.1 (35.2%)</u>	<u>5.9 (39.9%)</u>	<u>2.7 (23.3%)</u>
Total	<u>21.7</u>	<u>25.8</u>	<u>18.7</u>	<u>11.6</u>

Source: Etude de l'ONUDI.

Tableau 5 : Rwanda : Programme d'investissement public

(en millions de francs Rwandais)

	Nombre de projets	En cours	Dec. 1984	1985	1986	1987	1988	1986	1988	1988	1988	1988	Budget de développement	
													Pour cent programme	Pour cent de développement
Programme d'investissement public (PIP) 1984-1988)	10	3	361	225 1	170 2	515	425 4	110		6.2				
Projets gouvernementaux de base des PIP	4	2	-	-	102	544	0	646						288
Projets en cours du PIP	3	-	-	-	367	75	0	442						428
Nouveaux projets du PIP	7	-	-	-	803 2	440	425 3	668						375
Besoins du budget de développement du PIP	10	-	-	-	512	291	0	803						-
Besoins en devises du PIP	10	-	-	-	819 1	761	298 2	898						-

Source : Banque mondiale, Rwanda : Développement économique Récent et Questions politiques actuelles, 31 octobre 1986.

Tableau 6 : Ethiopie : Dépense nouvelle en capital et nombre d'établissement par principale branches manufacturières (1974-75 - 1981:82)

	(en millions de Lirr)							
	1974/75	1975/76	1976/77	1977/78	1978/79	1979/80	1980/81	1981/82
SECTEURS ALIMENTAIRES								
Elles dépenses en capital	5.2	10.6	9.6	4.3	12.9	8.8	9.5	25.1
Nombre d'établissements	106.0	114.0	130.0	130.0	130.0	124.0	123.0	134.0
SECTEURS TEXTILES								
Elles dépenses en capital	1.7	3.9	3.9	4.9	22.1	7.2	6.1	9.1
Nombre d'établissements	32.0	30.0	28.0	29.0	30.0	29.0	28.0	28.0
SECTEURS MINIERES								
Elles dépenses en capital	8.1	10.6	2.9	5.9	11.2	8.3	17.7	26.6
Nombre d'établissements	62.0	62.0	51.0	47.0	48.0	54.0	57.0	58.0
SECTEURS CHIMIQUES & PETROLIERS								
Elles dépenses en capital	3.3	3.1	1.5	6.2	3.9	7.8	4.1	4.6
Nombre d'établissements	34.0	32.0	30.0	29.0	29.0	18.0	19.0	20.0
SECTEURS BRANCHES MANUFACTURIERES								
Elles dépenses en capital	8.4	6.0	10.3	3.3	12.2	10.7	19.0	10.0
Nombre d'établissements	201.0	192.0	181.0	181.0	180.0	179.0	181.0	179.0
SECTEURS DES INDUSTRIES MANUFACTURIERES								
Elles dépenses en capital	26.7	34.2	28.2	24.9	62.3	42.8	56.4	75.6
Nombre d'établissements	435.0	430.0	420.0	416.0	417.0	404.0	408.0	419.0

Source : Banque Mondiale, Ethiopie : Evolution économique récente et perspectives pour le redressement et la croissance, 25 février 1987 (Extrait de l'Annexe Statistique, Tableau 8.2.).

Tableau 7 : Formation du capital fixe brut par les secteurs public et privé dans l'industrie manufacturière aux prix courants

(en millions de Kf)

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Entreprise du secteur public	6	24	3	3	3	3	3
Entreprise du secteur privé	<u>78</u>	<u>64</u>	<u>74(2.8%)</u>	<u>86(2.8%)</u>	<u>63(1.9%)</u>	<u>108(2.8%)</u>	<u>96(2.2%)</u>
Total	84	88	<u>77(2.9%)</u>	<u>89(2.9%)</u>	<u>66(2.0%)</u>	<u>111(2.9%)</u>	<u>99(2.3%)</u>

Tous les chiffres entre parenthèses représentent des pourcentages du PIB.

Source : Extraits des tableaux statistiques 2.9 et 2.9 a de la Banque Mondiale, Rapport no. 6021-KE, Kenya: Politiques et Perspectives pour le retour à une croissance soutenue du revenu par tête, mars 1986.

Tableau 8 : Tanzanie : Investissement dans l'industrie manufacturière
(en millions de TSH aux prix de 1966)

	1970	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Investissement dans l'industrie manufacturière (dont en moyenne)	212	365	541	701	848	841		
Secteur semi-public	101	128	151	188	236	328	336	320
Secteur Privé	111	237	390	513	613	513	-	-
Investissement dans l'industrie manufacturière en pourcentage de l'investissement total	14.3	26.5	41.6	36.7	36.9	33.8	-	-

Source : Tableau 2.6 du Rapport de la Banque Mondiale No. 5019-TA Tanzanie : Rapport économique par pays, Août 1984

Tableau 9 : Investissements dans l'industrie manufacturière, 1965-1981

	(en millions de Kwacha)				
	Investissement total en prix courants	Prix 1970	en prix courants	Investissement dans l'industrie manufacturière En pourcentage de l'investis- sement total	En prix 1970
1965	147.1	-	9.5	8.5	-
1966	201.7	-	15.8	7.8	-
1967	249.5	-	18.1	7.2	-
1968	281.5	-	23.3	8.3	-
1969	275.9	-	35.7	12.9	-
1970	379.1	-	43.5	11.5	-
1971	393.4	-	34.9	8.9	-
1972	445.0	369.5	50.0	13.0	50.1
1973	422.9	362.0	47.5	11.2	40.2
1974	502.0	358.5	44.5	8.9	31.8
1975	602.0	393.5	60.9	10.1	39.8
1980	646.0	175.0	74.0	11.5	20.0
1981	725.0	166.0	54.0	7.4	12.4

Source : Annexe Statistique I Tableau I-11, Banque Mondiale, Rapport No. 4436-ZA, Zambie : Politique
et investissement industriels

Tableau 10: Maroc - Programme des Investissements industriels

(Millions de DH aux prix de 1981)

Secteur	Secteur Public	Secteur privé (dont les PMI)		Total	Contribution du budget
<u>Industries alimentaires</u>	<u>1 632</u>	<u>666</u>	<u>(359)</u>	<u>2 298</u>	<u>350</u>
Sucre	1 202	-	-	1 202	350
Tabac	430	-	-	430	-
Autres	-	666	(359)	666	-
<u>Cuir</u>	<u>-</u>	<u>1 224</u>	<u>(713)</u>	<u>1 224</u>	<u>-</u>
<u>Matériaux de Construc- tion</u>	<u>-</u>	<u>2 542</u>	<u>(243)</u>	<u>2 542</u>	<u>-</u>
Ciment	-	1 779	-	1 779	-
Autre	-	763	(243)	763	-
<u>Bois/Papier/Divers</u>	<u>-</u>	<u>357</u>	<u>(136)</u>	<u>357</u>	<u>-</u>
<u>FMIS</u>	<u>1 585</u>	<u>1 450</u>	<u>(775)</u>	<u>3 035</u>	<u>300</u>
Acier	800	-	-	800	200 ^{a/}
Plomb et Cuivre fonderies	785	-	-	785	100
Autres	-	1 450	(775)	1 450	-
<u>Industries chimiques</u>	<u>10 658</u>	<u>765</u>	<u>(355)</u>	<u>11 423</u>	<u>-</u>
Phosphate	10 658	-	-	10 658	b/
Autre	-	765	(355)	765	-
<u>Infrastructure</u>	<u>116</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>116</u>	<u>116</u>
Zones industrielles	50	-	-	50	50
Autres	66	-	-	66	66
<u>Programme ODI</u> ^{c/}					<u>106</u>
<u>Programme PMI</u> ^{d/}					<u>500</u>
Total	13 991	1 004	(2 581)	20 995	1 372 ^{e/}

a/ Non compris 200 million de DH d'investissement en infrastructure à Nador.

b/ Non compris les investissements du Gouvernement en infrastructure dans le secteur des phosphates.

c/ ODI - Les investissements de support inclus dans les chiffres du secteur privé sont estimés à environ 900 million de DH.

d/ L'investissement total dans les PMI financé par la Banque et compris dans les chiffres du secteur privé, est estimé à 1 million de DH.

e/ Non compris une estimation de 240 million de DH d'intérêts bonifiés.

Source: Tableau V.5 extrait du rapport No. 4156-MOR, Maroc: Priorités pour l'investissement dans le secteur public (1981-1985), Juin 1983.

Tableau 11: Ghana - Dépenses d'investissement durant la période 1974/75 - 1984

1974/1975	4.2
1975/76	5.8
1976/77	23.5
1977/78	11.5
1978/79	34.1
1979/80	20.7
1980/81	55.4
1981/82	50.2
1982	21.4
1983	38.2
1984	176.2

Source: Rapport No. 6635-GH de la Banque Mondiale: Ghana - Politiques et Questions d'Adjustement Structurel, Mai 1987 (Annexe Statistique - Tableau 5.05).

Tableau 12: Mali - Valeur des investissements dans l'industrie 1974-78

(en millions de francs maliens)

	Transformation des matériaux locaux		Transformation assemblage et des intrants importés	Total
	Marché local	Export		
Extension projets	7 086	1 030	1 400	9 516
Nouveaux projets	15 428	13 567	5 805	34 800
	22 514	14 597	7 205	44 316
	=====	=====	=====	=====

Source: Rapport Banque Mondiale No. 1134a: MLI, Memorandum Economique sur le Mali, Janvier 1978.

Tableau 13: Nigeria - Investissements du Gouvernement fédéral et des Etats dans l'industrie

1975/76 - 1979/80		1981 - 1985	
(en millions de naira)	% du total	(en millions de naira)	% du total
2 570	8.7		

Tableau 14 : Sénégal : Programme Triennal d'Investissement Public dans l'Industrie 1987/88 - 1989/90 et au-delà

(en millions de FCFA)

	Coût total	Avant 1987	1987/88	1988/89	1989/90	Total	Au-delà 1989/90
Industrie	17 436	10 486	1 867	2 226	1 137	5 230	1 720
Mécaniques et électriques	2 868	529	578	519	0	1 097	1 267
Textile	8 963	7 497	256	400	400	1 056	410
Autres	5 585	2 460	1 033	1 307	737	3 077	48
Artisanat	1 173	454	265	205	198	659	60

Source : Extraits de l'Annexe Statistique, Tableau 11a, Banque mondiale, Rapport No. 6450-SE; Sénégal : Etude du Programme Triennal d'Investissement Public, 1987/88 - 1989/90

Tableau 15: Burundi - Financement des investissements industriels

	Nombre de Projets	Financement des investissements			
		million de FBU	% Local	% Etranger	%
Secteur public	13	4 550	52	38	62
Entreprises mixtes	4	2 270	26	65	35
Secteur privé	<u>31</u>	<u>1 909</u>	<u>22</u>	<u>83</u>	<u>17</u>
Total	<u>48</u>	<u>8 729</u>	<u>100</u>	<u>55</u>	<u>45</u>

Source: Tableau 7 du Rapport de la Banque Mondiale No. 4708-BU, Burundi: Industrie Manufacturière: Performance, Politiques et Perspectives, Mai 1984.

Tableau 16: Kenya - Données financiers industrielles

	1980	1981	1982	1983	1984
Avoirs du système bancaire détenus par le secteur public en pourcentage du secteur privé	.33	.49	.74	.63	.64
Avoirs des institutions financières non bancaires détenus par le secteur public en pourcentage du secteur privé	.06	.09	.10	.23	.19
Effets des banques commerciales, prêts en avances aux entreprises publiques et para-publiques et entreprises manufacturières privées en proportion du total	.22	.24	.24	.26	.24
Effets des banques commerciales, prêts et avances aux entreprises publiques et para-publiques en proportion des Entreprises manufacturières privées	.13	.11	.15	.32	.42

Source: Extrait de l'Annexe statistique Tableau 8.10 du Rapport de la Banque Mondiale No. 6021-KE.

Tableau 17: Maroc - Sources de financement de l'industrie

Secteur	(en pourcentage)					
	Fonds Propres	BNDE Credits	Credits bancaires	Credits Fournisseurs	Credit-bail	Divers
Agro-industries	42.0	14.0	24.0	5.0	7.0	8.0
Textiles et cuir	46.0	26.0	11.0	11.0	4.0	2.0
Produits chimiques et industriels de consommation	44.0	24.0	11.0	9.0	6.0	6.0
Industries mécaniques et électriques	45.0	28.0	12.0	5.0	6.0	4.0
Moyenne pour l'industrie	44.8	23.4	13.2	8.1	5.7	4.8

Source: Tableau IX.2 du Rapport de la Banque Mondiale No.4957-MOR, Maroc: Etude du secteur financier, Decembre 1984.

Tableau 18: Dette Extérieure des Pays Africains en Développement, Total

(en millions de dollars des E.U.)

	1975	1980	1981	1982	1983	1984	1985
DETTES BRUTES							
<u>Long terme</u>							
I. Pays de l'OCDE et marchés financiers	19 067	59 409	65 555	72 320	75 423	76 846	90 441
APD	5 527	12 124	13 869	15 312	14 173	15 192	18 456
Publique Garantie par les pouvoirs publics	8 443	30 962	33 280	35 058	37 560	39 239	47 838
Crédits publics à l'exportation	..	..	..	11 593	14 987	16 041	18 722
Crédits fournisseurs garantis à l'exportation	..	..	..	12 092	10 185	9 165	10 985
Crédits bancaires garantis	..	..	..	11 371	12 386	14 041	18 124
Marchés financiers	4 746	15 281	16 762	23 504	23 683	22 347	24 113
Banques	4 251	13 957	15 895	22 701	22 934	21 778	23 600
Banques	495	1 324	867	805	751	567	513
Autres sources privées	351	1 042	1 644	-	7	66	35
II. Sources multilatérales	3 146	12 885	16 369	16 800	18 883	21 027	23 935
dont : dette à des conditions libérales	1 767	7 962	9 930	9 975	11 048	11 884	13 558
Dette à des conditions non libérales	1 377	4 923	6 736	6 827	7 832	9 142	10 385
III. Pays créditeurs non membres de l'OCDE	7 292	15 289	18 932	17 891	19 610	19 621	18 801
CEAM	1 841	2 460	2 923	4 211	4 440	4 337	4 556
OPEP	3 450	8 579	10 872	10 768	12 040	12 233	11 139
Autres pays et sources non spécifiées	2 205	4 255	5 134	2 909	3 120	3 050	3 102
Sous-total : Dette à long terme	29 705	88 033	101 156	107 012	113 914	117 494	133 179
dont : dette à conditions libérales	13 221	31 163	37 080	37 146	40 113	41 865	46 676
dette à conditions non libérales	16 482	56 417	64 065	69 864	73 798	75 629	86 509

bleau 18 (suite)

	1975	1980	1981	1982	1983	1984	1985
<u>Court terme</u>							
Sous-total : Dette à court terme	..	..	..	25 143	23 589	21 533	24 192
Banques	..	..	..	18 012	18 119	17 256	18 734
Crédits à l'exportation	..	..	..	7 128	5 463	4 270	5 460
Dette extérieure totale non compris les crédits FMI	..	..	..	132 157	137 502	139 027	157 375
Dette extérieure totale y compris les crédits FMI	...	..	..	136 960	143 419	145 193	164 484
Autres obligations identifiées	..	..	..	2 507	2 958	3 312	4 265
Dette totale identifiée	..	..	..	139 467	146 377	148 505	168 749
PAIEMENTS AU TITRE DU SERVICE DE LA DETTE							
<u>à long terme</u>							
Pays membres de l'OCDE et marchés financiers	3 092	12 309	14 092	14 992	16 761	15 959	17 834
APD	338	536	442	499	548	618	696
Publique/garantie par les pouvoirs publics	2 073	7 827	8 397	8 425	10 218	9 139	11 343
Marchés financiers	521	3 744	5 029	6 062	5 990	6 199	5 796
Autres sources privées	161	212	235	1	2	3	2
Sources multilatérales	224	692	957	1 041	1 161	1 501	1 928
dont: dette à des conditions libérales	76	148	186	182	238	310	454
• Pays créditeurs non membres de l'OCDE	586	850	1 433	1 206	1 049	951	1 515
Sous-total: Paiements au titre du service de la dette à long terme	3 906	13 913	16 483	17 238	18 965	18 410	21 275
dont :	695	1 184	1 172	1 248	1 255	1 366	1 155

	1975	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Total des paiements au titre du service de la dette non compris les crédits FMI	3 906	13 913	16 483	19 787	21 311	20 653	22 960
Amortissement, dette à long terme	10 674	12 305	11 810	14 029
Intérêts dette à long terme	6 569	6 650	6 599	7 248
Intérêts, dette à court terme	2 544	2 346	2 238	1 678
Total des paiements au titre du service de la dette y compris les crédits FMI	20 545	22 116	21 730	24 243

1/ Non compris Sac Toisé et Principe, pays pour lequel les données n'étaient pas disponibles.

Source: OCDE, Financement et Dette extérieure des pays en développement, Etude pour 1986, Paris 1987.